

Une reprise hors du commun: Piloter la transition

Aussi disponible en English | Deutsche | Español | Português



Laurence Boone,
Cheffe économiste de l'OCDE

Les perspectives économiques s'éclaircissent, mais notre soulagement se teinte d'inquiétude, car l'embellie est loin d'être la même partout. Malgré l'émergence de nouveaux foyers épidémiques, moins nombreux mais plus dispersés dans le monde, la croissance mondiale continue de se redresser. Nous projetons une hausse de la production mondiale de près de 6 % cette année, une hausse spectaculaire après la contraction de 3 $\frac{1}{2}$ pour cent enregistrée en 2020. Dans la plupart des pays, le PIB pourra ainsi retrouver ses niveaux d'avant la pandémie d'ici la fin de 2022, mais cela est loin d'être suffisant. La trajectoire de croissance de l'économie mondiale reste en effet inférieure à ce qu'elle était avant l'arrivée du COVID-19 et dans bien trop de pays de l'OCDE, les niveaux de vie seront inférieurs à ce que nous projetions avant la pandémie.

Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : projections

Croissance du PIB réel

Glissement annuel, en %, les couleurs indiquent dans quel sens les projections ont été révisées par rapport aux Perspectives économiques de décembre 2020

■ révision à la baisse de 0,3 pt de % ou plus
 ■ pas de révision ou révision de moins de 0,3 pt de %
 ■ révision à la hausse de 0,3 pt de % ou plus

	2020	2021	2022		2020	2021	2022
Monde	-3,5 ↑	5,8 ↑	4,4 ↑	G20	-3,1 ↑	6,3 ↑	4,7 ↑
Australie	-2,5 ↑	5,1 ↑	3,4 ↑	Afrique du Sud	-7,0 ↑	3,8 ↑	2,5 –
Canada	-5,4 –	6,1 ↑	3,8 ↑	Arabie Saoudite	-4,1 ↑	2,8 ↓	3,8 –
Corée	-0,9 –	3,8 ↑	2,8 ↓	Argentine	-0,9 ↑	6,1 ↑	1,8 ↓
États-Unis	-3,5 –	6,9 ↑	3,6 –	Brésil	-4,1 ↑	3,7 ↑	2,5 ↑
Japon	-4,7 ↑	2,8 ↑	2,0 ↑	Chine	2,3 ↑	8,5 ↑	5,8 ↑
Royaume-Uni	-9,8 ↑	7,2 ↑	5,5 ↑	Inde*	-7,7 ↑	9,9 ↑	8,2 ↑
Zone euro	-6,7 ↑	4,3 ↑	4,4 ↑	Indonésie	-2,1 ↑	4,7 ↑	5,1 –
Allemagne	-5,1 ↑	3,3 ↑	4,4 ↑	Mexique	-8,2 ↑	5,0 ↑	3,2 –
Espagne	-10,8 ↑	5,9 ↑	6,3 ↑	Russie	-2,6 ↑	3,5 ↑	2,8 ↑
France	-8,2 ↑	5,8 –	4,0 ↑	Turquie	1,8 ↑	5,7 ↑	3,4 –
Italie	-8,9 –	4,5 –	4,4 ↑				

La réactivité impressionnante des pouvoirs publics a permis une amélioration significative de la situation sanitaire et économique. Seize mois après le début de la pandémie, les pays sont nombreux à mieux gérer les nouvelles vagues de contaminations. Les autorités ont distribué près de 2 milliards de doses de vaccin et les capacités mondiales de dépistage ainsi que de production et d'administration de vaccins ont rapidement augmenté. Les mesures sans précédent adoptées par les pouvoirs publics ont permis de préserver le tissu économique, les entreprises et l'emploi dans la plupart des économies avancées et dans certaines économies émergentes. Jamais dans l'histoire d'une crise l'intervention des autorités n'avait été aussi rapide et efficace, que cela concerne la santé, la mise au point d'un vaccin en un temps record ou encore la sphère monétaire, budgétaire et financière. Grâce aux mesures prises, le secteur manufacturier connaît une expansion rapide, les échanges de marchandises redémarrent vigoureusement avec la réouverture progressive des frontières, et les voyages reprennent lentement. De plus, la réouverture des activités économiques s'accompagne d'une forte hausse de la consommation et des heures travaillées. Ces signaux sont très encourageants, et suggèrent que les séquelles de la crise pourraient être limitées.

Pourtant, les risques sont encore trop nombreux.

Les vaccins n'arrivent pas en nombre suffisant dans les économies émergentes et les pays à faible revenu. L'insuffisance de vaccins est une menace inquiétante en soi et pour l'économie de ces pays dont la capacité à soutenir l'activité n'est pas la même que celle des économies avancées. Ils auraient plus de mal à supporter un nouveau fléchissement de la croissance provoqué par le virus, qui entraînerait une aggravation de l'extrême pauvreté et d'éventuelles difficultés à se financer en cas d'inquiétudes sur les marchés financiers. Ce tableau est d'autant plus troublant qu'indépendamment de ses conséquences sur les vies humaines et les conditions d'existence, le maintien de la fermeture des frontières représente, à l'échelle mondiale, un coût social et économique bien supérieur à celui d'une diffusion plus large des vaccins, des outils de dépistage et des équipements médicaux dans les économies émergentes et les pays à faible revenu.

De façon plus générale, tant que la grande majorité de la population mondiale ne sera pas vaccinée, nous sommes tous à la merci de l'apparition de nouveaux variants. De nouveaux confinements et une alternance d'arrêt et de reprise des activités économiques porterait un coup à la confiance. Des entreprises, bien protégées jusqu'à maintenant mais plus endettées qu'avant la pandémie, pourraient faire faillite. Les catégories les plus vulnérables de la population risqueraient de pâtir encore davantage de longues périodes d'inactivité ou d'une baisse de revenus, ce qui aurait pour effet d'exacerber les inégalités, dans les pays et entre pays, et pourrait déstabiliser les économies.

Un nouveau risque, qui fait l'objet de nombreux débats, est apparu : celui d'une hausse de l'inflation. Les prix des matières premières augmentent rapidement. La présence de goulets d'étranglement dans certains secteurs et les perturbations des échanges commerciaux entraînent des tensions sur les prix. Ces perturbations devraient commencer à s'estomper vers la fin de l'année avec la normalisation des

capacités de production et le rééquilibrage de la consommation vers les services. Les excédents de capacités sur le marché du travail restent considérables, ce qui freine la croissance des salaires. Dans un tel contexte, tant que les anticipations d'inflation resteront bien ancrées et la croissance des salaires modérée, il y a tout lieu de croire que les banques centrales, tout en restant vigilantes, feront abstraction de ces hausses des prix temporaires. Ce qui est plus préoccupant, à notre avis, est le risque que les marchés financiers, eux, ne soient pas indifférents à ces hausses de prix temporaires et aux ajustements de prix relatifs, ce qui pousserait à la hausse les taux d'intérêt et la volatilité. La vigilance est donc de mise.

Lorsque des goulets d'étranglement apparaissent dans des secteurs où la production est fortement concentrée, comme celui des puces électroniques, menaçant des pans entiers de la chaîne de production, les pouvoirs publics devraient tout mettre en oeuvre pour alléger ces tensions en intensifiant leur coopération en matière commerciale et en diversifiant les sources d'approvisionnement. L'une des grandes leçons de cette crise est qu'il faut accorder une plus grande attention à la résilience des chaînes d'approvisionnement, comme en témoigne la hausse parfois brutale des prix dans les secteurs où la concentration de la production est excessive. Plus généralement, les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer dans la lutte contre les tensions inflationnistes en prenant des mesures à même de stimuler la croissance potentielle et de renforcer la concurrence et les échanges.

À l'heure où les perspectives s'éclaircissent, il serait dangereux que croire que les efforts actuellement déployés par les pouvoirs publics sont suffisants pour placer la croissance sur une trajectoire plus vigoureuse et de meilleure qualité, notamment au vu de l'objectif de décarbonation. Des mesures flexibles, évolutives en fonction des circonstances sanitaires et économiques, pour les individus et les entreprises sont

indispensables pour ancrer les anticipations de maintien d'un soutien budgétaire ciblé tant que les économies n'auront pas retrouvé le plein-emploi, ou ne s'en approcheront pas. En particulier, il est fondamental de consolider les bilans des petites entreprises viables par des mesures d'aide ou des reports d'imposition. En outre, il est indispensable que l'investissement public accorde à la double transition, verte et numérique, la place qu'elle mérite, et que l'utilisation des fonds rime avec rapidité, efficacité et qualité, ce qui contribuerait aussi à encourager l'investissement privé dans ces domaines. Enfin, la confiance serait renforcée par l'annonce de préparatifs pour mettre en place un cadre budgétaire clair, efficace et viable à moyen terme, fondé sur une revue des dépenses publiques destinée à vérifier l'adéquation entre les priorités retenues, d'une part, et les ambitions poursuivies et les besoins des citoyens d'autre part, et d'une refonte de la fiscalité visant à garantir l'équité, l'efficacité et la progressivité de l'impôt.

L'économie mondiale s'achemine vers la reprise, non sans heurts. Le risque que la croissance post-pandémie soit insuffisante ou ne profite pas au plus grand nombre est élevé. L'avenir dépendra, dans une très large mesure, de l'adoption de cadres de politiques économiques souples, stratégiques et durables, et de la qualité de la coopération internationale.

Editorial des Perspectives Économiques